

LETTRES À UN FRANÇAIS SUR LA CRISE ACTUELLE

Michel BAKOUNINE

d'après l'édition de septembre 1870.

LETTRE 6: 15 septembre 1870,

Après vous avoir dit ce que je pense de l'union possible des ouvriers et des paysans pour sauver la France, je veux revenir encore sur le point capital de ma thèse, savoir, de tout gouvernement républicain ou autre, et spécialement du gouvernement Gambetta et C^{ie}, à empêcher la catastrophe qui se prépare et qui ne peut être conjurée que par l'action directe et toute puissante du peuple lui-même.

Si je ramène dans le cours de ma démonstration quelques arguments dont je me suis déjà servi, c'est qu'il y a des choses qu'on ne saurait trop répéter: car de l'intelligence de ces choses, dépend le salut du peuple français.

Voyons donc ce que pourra essayer de faire le gouvernement actuel pour organiser la défense nationale.

La première difficulté qui se présente à l'esprit est celle-ci. cette organisation, même dans les circonstances les plus favorables, et bien plus encore dans la crise présente, ne peut réussir qu'à une condition; c'est que le pouvoir organisateur reste en rapports immédiats, réguliers, incessants avec le pays qu'il se propose d'organiser. Mais il est hors de doute que sous peu de jours, lorsque Paris sera investi par les armées allemandes, les communications du gouvernement avec le pays seront complètement coupées. Dans ces conditions-la, aucune organisation n'est possible. Et d'ailleurs, à ce moment suprême, le gouvernement de Paris sera tellement absorbé par la défense même de Paris et par les difficultés intérieures qu'il rencontrera, que, fût-il composé des hommes les plus intelligents et les plus énergiques, il lui sera impossible de songer à autre chose.

Il est vrai que le gouvernement pourra transposer en dehors de Paris, dans quelque grande cité provinciale, à Lyon, par exemple. Mais alors il n'exercera plus aucune autorité sur la France, parce qu'aux yeux du peuple, aux yeux des paysans surtout, comme il se trouve composé non des élus de la France entière, mais des élus de Paris, c'est-à-dire d'hommes les uns inconnus, les autres détestés de la campagne, - ce gouvernement n'aura aucun titre légitime à commander h la France» S'il restait à Paris, soutenu par les ouvriers de l'a ris, il pourrait encore s'imposer à la France, au moins aux villes, et peut-être même aux campagnes, malgré l'hostilité bien prononcée des paysans contre les hommes qui le composent. Car, il faut en convenir, Paris exerce un prestige historique si grand sur toutes les imaginations françaises, que bon gré mal gré, on finira toujours par lui obéir.

Mais une fois le gouvernement sorti de Paris, cette raison si puissante n'existera plus. Supposons même que la grande cité provinciale où il aura transporté sa résidence, l'acclame et ratifie par cette acclamation les élus de la population de Paris; cette adhésion d'une ville de province n'entraînera pas le reste de la France, et les campagnes ne se croiront pas tenues davantage à lui obéir.

Et de quels moyens, de quel instrument se servira-t-il, pour obtenir l'obéissance? De la machine

administrative? A supposer qu'elle puisse fonctionner encore, n'est-elle pas toute bonapartiste, et ne servira-t-elle pas justement, avec l'appui des prêtres, à ameuter les campagnes contre le gouvernement républicain? Il faudra donc contenir les campagnes révoltées, et pour cela, il faudra employer une partie des troupes régulières qui devaient tenir tête aux Prussiens. Et comme les officiers supérieurs sont presque tous bonapartistes, le gouvernement, qui aura besoin d'hommes dévoués et fidèles, sera obligé de les casser et d'en chercher d'autres; il faudra réorganiser l'armée de fond en comble pour en faire un instrument capable de défendre la république contre l'insurrection réactionnaire. Pendant ce temps, les Prussiens prendront Paris, et les campagnes détruiront la république: et voilà uniquement à quoi peut aboutir une tentative de défense officielle, gouvernementale, par les moyens réguliers et administratifs.

Malheur à la France, si elle attendait du gouvernement actuel le renouvellement des prodiges de 1793. Ces prodiges ne furent pas produits par la seule puissance de l'Etat, du gouvernement, mais encore et surtout par l'enthousiasme révolutionnaire du peuple français tout entier, qui, prenant lui-même en main ses affaires avec l'énergie du désespoir, organisa dans chaque ville, dans chaque commune, un centre de résistance et d'action. Et puis, si l'Etat issu du mouvement de 1789, tout jeune encore, tout pénétré de la vie et des passions populaires, a pu se montrer capable, de sauver la patrie, il faut se dire que dès lors, il a bien vieilli s'est bien corrompu. Revu et corrigé, et usé jusque dans ses ressorts fondamentaux par Napoléon, restauré tant bien que mal par les Bourbons, corrompu et affaibli par la monarchie de Juillet, il est arrivé sous le second empire au dernier degré de corruption et d'impuissance, et maintenant, la seule chose qu'on puisse attendre de lui, c'est sa disparition complète avec toutes les institutions policières, administratives, juridiques et financières qui le soutenaient, - pour faire place à la société naturelle, au peuple qui reprend ses droits naturels et qui se lève.

Mais, me direz-vous, le gouvernement provisoire a convoqué tous les électeurs pour la première quinzaine d'octobre, à l'effet de nommer une assemblée constituante; celle-ci pourra faire réformer radicalement le système administratif, comme l'a fait celle de 1789, et redonner ainsi une vie nouvelle à l'Etat politique qui tombe en ruines.

Cette objection n'est pas sérieuse. Supposons que conformément à la décision du gouvernement provisoire qui m'a l'air d'être une bravade jetée aux Prussiens plutôt qu'une résolution réfléchie, opposons, dis-je, que les élections se fassent régulièrement, et qu'il en sorte une Assemblée dont la majorité sera disposée à seconder toutes les intentions du gouvernement républicain. Je dis que cette Assemblée ne pourra pas faire des réformes réelles et profondes en ce moment. Ce serait vouloir exécuter un mouvement de flanc en présence d'un puissant ennemi, - comme ce mouvement tenté par Bazaine devant les Prussiens et qui lui a si mal réussi. Est-ce bien au moment où le gouvernement aura le plus besoin des services énergiques et réguliers de la machine administrative, qu'il pourrait essayer de la renouveler et de la transformer? Il faudrait pour cela la paralyser complètement pendant quelques semaines; et que ferait pendant ce temps le gouvernement, privé des rouages qui lui sont nécessaires pour gouverner le pays?

Cette même impossibilité empêchera le gouvernement de toucher d'une manière tant soit radicale au personnel même de l'administration impériale. Il lui faudrait créer une légion d'hommes nouveaux. Tout ce qu'il pourra faire, tout ce qu'il a fait jusqu'ici, c'est de remplacer les préfets et les sous-préfets par d'autres qui en général ne valent pas beaucoup mieux.

Ces quelques changements de personnes démoraliseront nécessairement encore plus l'administration actuelle. Il s'y produira des tiraillements sans fins et une sourde guerre intestine, qui la rendra encore cent fois plus incapable d'action qu'elle ne l'est aujourd'hui; de sorte que le gouvernement républicain aura à son service une machine administrative qui ne vaudra pas même celle qui exécutait tant bien que mal les ordres du ministère impérial.

Pour obvier à ce mal, le gouvernement provisoire enverra sans doute dans les départements des proconsuls, des commissaires extraordinaires. Ce sera alors le comble de la désorganisation.

En effet, il ne suffit pas d'être muni de pouvoirs extraordinaires, pour prendre des mesures extraordinaires de salut public, pour avoir la puissance de créer des forces nouvelles, pour pouvoir

provoquer dans une administration corrompue et dans les populations systématiquement déshabituées de toute initiative, un élan, une énergie, une activité salutaires. Pour cela il faut avoir encore - ce que la bourgeoisie de 1792 et 1793 avait à un si haut degré, et ce qui manque absolument à la bourgeoisie actuelle, même aux républicains, il faut avoir l'intelligence, la volonté, l'audace révolutionnaires. Et comment imaginer que les commissaires du gouvernement provisoire, les subordonnés de Gambetta et C^{ie}, posséderont ces qualités, puisque leurs supérieurs, les membres du gouvernement, les coryphées du parti républicain, ne les ont pas trouvées dans leur propre cœur.

En dehors de ces qualités personnelles qui impriment aux hommes de 1793 un caractère vraiment héroïque, si les commissaires extraordinaires ont si bien réussi aux Jacobins de la Convention nationale, c'est que cette Convention était réellement révolutionnaire, et que, s'appuyant elle-même à Paris sur les masses populaires, sur la *vile multitude*, à l'exclusion de la bourgeoisie libérale, elle avait ordonné à tous ses proconsuls de s'appuyer également partout et toujours sur cette même canaille populaire. Les commissaires envoyés par Ledru-Rollin en 1848 et ceux que pourra envoyer aujourd'hui Gambetta ont fait et feront nécessairement un fiasco complet, par la raison inverse, et les seconds plus encore que les premiers, parce que cette raison inverse agira plus puissamment encore sur eux que sur leurs devanciers de 1848. Cette raison, c'est que les uns et les autres ont été et seront, à un degré plus ou moins sensible, des bourgeois radicaux, délégués du républicanisme bourgeois, et comme tels ennemis du socialisme, ennemis de la révolution vraiment populaire.

Cet antagonisme de la révolution bourgeoise et de la révolution populaire n'existait pas encore, en 1793, ni dans la conscience du peuple, ni même dans celle de la bourgeoisie. On n'avait pas encore démêlé de l'expérience historique cette vérité, que la liberté de toute classe privilégiée, et par conséquent celle de la bourgeoisie, était fondée essentiellement sur l'esclavage économique du prolétariat. Comme fait, comme conséquence réelle, cette vérité avait toujours existé, mais elle avait été tellement embrouillée avec d'autres faits et masquée par tant d'intérêts et de tendances historiques différentes, surtout religieuses et nationales, qu'elle ne s'était point encore dégagée dans sa grande simplicité et dans sa clarté actuelle, ni pour la bourgeoisie, commanditaire du travail, ni pour le prolétariat, salarié c'est-à-dire exploité par elle. La bourgeoisie et le prolétariat étaient bien dès lors ennemis naturels, mais sans le savoir; par suite de cette ignorance, ils attribuaient l'une ses craintes, l'autre ses maux, à des raisons fictives, non à leur antagonisme réel; et se croyant unis d'intérêts, ils marchèrent ensemble contre la monarchie, la noblesse et les prêtres.

Voilà ce qui fit la grande force des bourgeois révolutionnaires de 1793. Non seulement ils ne craignaient pas le déchaînement des passions populaires, mais ils le provoquèrent de toutes leurs forces, comme l'unique moyen de salut pour la patrie et pour eux-mêmes contre la réaction intérieure et extérieure. Lorsqu'un commissaire extraordinaire, délégué par la Convention, arrivait dans une province, il ne s'adressait jamais aux gros bonnets de la contrée, ni aux révolutionnaires bien gantés; il s'adressait directement aux sans-culottes, à la canaille populaire, et c'est sur elle qu'il s'appuyait pour exécuter, contre les gros bonnets et les révolutionnaires comme il faut, les décrets de la Convention. Ce qu'ils faisaient n'était donc pas à proprement parler de la centralisation ni de l'administration, mais de la provocation. Ils ne venaient pas dans un pays pour lui imposer dictatorialement la volonté de la Convention nationale. Ils ne firent cela que dans de très rares occasions, et lorsqu'ils venaient dans une contrée décidément et unanimement hostile et réactionnaire. Alors ils arrivaient accompagnés de troupes qui ajoutaient l'argument de la bayonnette à leur éloquence civique. Mais ordinairement ils venaient seuls, sans un soldat pour les appuyer, ne cherchant leur force que dans les masses dont les instincts étaient toujours conformes aux pensées de la Convention. Loin de restreindre la liberté des mouvements populaires, par crainte d'anarchie, ils les provoquaient de toutes les manières. La première chose qu'ils avaient l'habitude de faire, c'était de former un club populaire, là où ils n'en trouvaient pas d'existants. Révolutionnaires pour tout de bon, ils reconnaissaient bientôt dans la masse les vrais révolutionnaires, et s'alliaient avec eux pour souffler la révolution, l'anarchie, et pour *organiser révolutionnairement cette anarchie populaire*. Cette organisation révolutionnaire était la seule administration et la seule force exécutive dont se soient servis les proconsuls de 1793.

Tel fut le vrai secret de la puissance de ces géants, que les jacobins-pygmées de nos jours admirent, mais qu'ils sont impuissants à imiter.

Les commissaires de 1848 étaient des hommes d'une toute autre étoffe, sortis d'un tout autre milieu. Eux et leurs chefs, les membres du gouvernement provisoire, ils appartenaient à la bourgeoisie devenue doctrinaire et désormais fatalement séparée du peuple. Les héros de la grande révolution étaient pour eux ce qu'avaient été en littérature les tragédies de Corneille et de Racine, modèles classiques. Ils voulurent les copier, mais la vie, la passion, le feu sacré n'étaient plus là. Là où il fallait des actes, ils ne surent faire que des phrases creuses, des grimaces. Quand ils se trouvaient au milieu du prolétariat, ils se sentaient mal à leur aise, comme des gens d'ailleurs honnêtes mais qui sont dans la nécessité de tromper. Ils se battirent les flancs pour trouver un mot vivant, une pensée féconde; ils ne trouvèrent rien.

Dans toute cette fantasmagorie révolutionnaire de 1848 n'y eut, que deux hommes réellement sérieux, quoique tout-à-fait dissemblants l'un de l'autre; ce furent Proudhon et Blanqui. Tout le reste ne furent que de mauvais comédiens qui jouèrent la Révolution, comme les confréries du moyen-âge jouaient la Passion, - jusqu'au moment où Louis Bonaparte vint tirer le rideau.

Les instructions que les commissaires de 1848 reçurent de Ledru-Rollin furent aussi incohérentes et aussi vagues que le sont les pensées mêmes de ce révolutionnaire. C'étaient tous les grands mots de 1793, sans aucune des grandes choses ni des grands buts, ni surtout des énergiques résolutions de cette époque. Ledru-Rollin, comme un riche bourgeois et un rhéteur qu'il est, a toujours été l'ennemi naturel et instinctif du socialisme. Aujourd'hui, après de grands efforts, il est enfin parvenu à comprendre les sociétés coopératives; mais il ne se sent pas la force d'aller au delà.

Louis Blanc, ce Robespierre en miniature, cet adorateur du citoyen intelligent et vertueux, est le type du communiste d'Etat, du socialiste doctrinaire et autoritaire. Il a écrit dans sa jeunesse une toute petite brochure sur "*l'Organisation du travail*", et aujourd'hui même, en présence des immenses travaux et du développement prodigieux de *l'Internationale*, il en reste encore là. Pas un souffle de sa parole, pas une étincelle de son cerveau n'a donné la vie à personne. Son intelligence est stérile comme toute sa personnalité est sèche. Aujourd'hui encore, dans une lettre récemment adressée au *Daily-News*, en présence de l'horrible et fratricide égorgement auquel se livrent les deux nations les plus civilisées du monde, il n'a pas trouvé autre chose dans sa tête et dans son coeur que ce conseil qu'il adresse aux républicains français, "*de proposer aux Allemands, au nom de la fraternité des peuples, une paix également honorable pour les deux nations*".

Ledru-Rollin et Louis Blanc ont été, comme on sait, les deux grands révolutionnaires de 1848, avant les journées de Juin: l'un bourgeois-avocat, rhéteur boursoufflé aux allures et aux prétentions dantonnesques, l'autre, un Robespierre-Babeuf réduit aux plus minces proportions. Ni l'un ni l'autre n'ont su penser, vouloir, ni surtout oser. D'ailleurs, l'évêque Lamourette de ce temps-là, Lamartine, avait imprimé à tous les actes et à tous les hommes de l'époque, moins Proudhon et Blanqui, sa note fautive et son faux caractère de conciliation, - cette conciliation qui signifiait en réalité sacrifice du prolétariat à la bourgeoisie, et qui aboutit aux *Journées de Juin*.

Les commissaires extraordinaires, partirent donc pour les provinces, portant dans leurs poches les instructions de ces grands hommes, - plus les recommandations d'un caractère réactionnaire très réelles qui leur furent faites par les républicains modérés du *National*, les Marrast, les Bastide, les Jules Favre, etc.

Faut-il s'étonner si ces malheureux commissaires ne firent rien dans les départements, sinon d'exciter le mécontentement de tout le monde, par le ton et les manières de dictateurs qu'il leur plut de se donner. On se moqua d'eux, et ils n'exercèrent aucune influence. Au lieu de se tourner vers le peuple, et seulement vers le peuple, comme leurs devanciers, ils s'occupèrent uniquement de chercher à convertir à la république les classes privilégiées. Au lieu d'organiser partout la puissance populaire par le déchainement des passions révolutionnaires, ils prêchèrent au prolétariat la modération, la tranquillité, la patience, et une confiance aveugle dans les desseins généreux du gouvernement provisoire. Les cercles réactionnaires de province, intimidés d'abord par cette révolution qui leur était tombée inopinément sur la tête et par l'arrivée de ces commissaires de Paris, reprirent courage lorsqu'ils virent que ces Messieurs ne savaient faire que des phrases et avaient eux-mêmes peur du peuple; et le résultat de la mission des commissaires de 1848 fut la triste Assemblée constituante que vous savez.

Après juin, ce fut autre chose. Les bourgeois sincèrement révolutionnaires, ceux qui passèrent dans le camp du socialisme, sous l'influence de la grande catastrophe qui avait tué d'un coup tous les comédiens révolutionnaires de Février, devinrent des hommes sérieux et firent des efforts sérieux pour révolutionner la France. Ils réussirent même en grande partie. Mais il était trop tard; la réaction de son côté s'était réorganisée avec une puissance formidable; et grâce aux terribles moyens que donne la centralisation de l'Etat, elle finit par triompher tout-à-fait, plus même qu'elle ne l'avait voulu, dans les journées de décembre.

Eh bien, les commissaires que Gambetta pourra envoyer dans les départements, seront encore plus malheureux que les commissaires de 1848. Ennemis des ouvriers socialistes, aussi bien que de l'administration et des paysans bonapartistes, sur qui donc s'appuieront-ils? Leurs instructions leur commanderont évidemment d'enchaîner dans les villes le mouvement révolutionnaire socialiste, et dans les campagnes le mouvement réactionnaire bonapartiste, mais avec l'aide de qui? D'une administration désorganisée, restée elle-même bonapartiste pour la moitié ou les trois-quarts, - et de quelques centaines de pâles républicains et d'orléanistes: des républicains aussi insignifiants, aussi incertains et aussi désorientés qu'eux-mêmes, restant en dehors de la classe populaire et n'exerçant aucune influence sur personne, et des orléanistes, bons seulement, comme tous les gens riches, à exploiter et à faire tourner un mouvement au profit de la réaction, mais incapables eux-mêmes d'une résolution et d'une action énergique. Et notez que les orléanistes seront de beaucoup les plus forts des deux, car à côté des grands moyens financiers dont ils disposent, ils ont encore cet avantage de savoir ce qu'ils veulent; tandis que les républicains joignent à leur extrême pénurie, le malheur de ne savoir où ils vont et de rester étrangers à tous les intérêts réels, - tant privilégiés que populaires. Il résultera de là que les commissaires, ou bien ne feront rien, ou bien s'ils font quelque chose, le feront seulement grâce à l'appui des orléanistes, et alors n'auront travaillé en réalité qu'à la restauration des Orléans.

Maintenant, quelle est ma conclusion définitive?

Elle ressort suffisamment de tout ce que j'ai dit, et d'ailleurs j'ai commencé par vous la donner dans ma première lettre. Je dis que dans le danger que court la France, danger plus grand que tous ceux qu'elle a courus depuis des siècles, il n'y a qu'un moyen de salut: le soulèvement général et révolutionnaire du peuple.

Si le peuple se lève, je ne doute pas du triomphe. Je ne crains qu'une chose, c'est que le danger ne lui paraisse pas assez pressant, assez immense, assez menaçant pour lui donner ce courage du désespoir dont il a besoin. A ce moment même il ne manque pas de Français qui regardent la prise de Paris, la ruine et l'asservissement de la France par les Prussiens, comme une chose absolument impossible, impossible au point d'être ridicule. Et ils laissent tranquillement avancer l'ennemi, confiants dans l'étoile de la France, et s'imaginant qu'il suffit d'avoir dit: «*C'est impossible*», pour empêcher la chose de se faire.

Il faut absolument vous réveiller de ce rêve, Français, si quelques-uns de vous se laissent encore bercer par ces funestes illusions. Non, je vous le déclare: Cet affreux malheur, dont vous ne voulez pas même admettre la gravité, n'est pas impossible; il est au contraire si certain, que si vous ne vous levez pas aujourd'hui en masse, pour exterminer les soldats allemands qui ont envahi le sol de la France, demain ce sera la réalité. Plusieurs siècles de prédominance nationale vous ont tellement habitués à vous considérer comme le premier et le plus puissant peuple du monde, que vous ne vous êtes pas encore aperçus de la gravité de votre situation présente. Cette situation, la voici: La France comme Etat est perdue. Elle ne peut plus se sauver par les moyens réguliers et administratifs. C'est à la France naturelle, à la France du peuple à entrer maintenant sur la scène de l'histoire, à sauver sa liberté et celle de l'Europe entière par un soulèvement immense, spontané, tout populaire, en dehors de toute organisation officielle, de toute centralisation gouvernementale. Et la France, en balayant de son territoire les armées du roi de Prusse aura du même coup affranchi tous les peuples d'Europe et accompli l'émancipation sociale du prolétariat.
